



Fri Aug 25, 2006 9:38 AM ET

Santander prise de court par la fusion Sanpaolo-Intesa/analystes

MILAN, 25 août (Reuters) - L'annonce par Banca Intesa <BIN.MI> et Sanpaolo IMI <SPI.MI> de leur intention de fusionner pourrait provoquer le désengagement de l'espagnole Santander du nouveau groupe et accélérer encore la restructuration du système bancaire italien, estiment des analystes. Le Crédit agricole <CAGR.PA> premier actionnaire d'Intesa avec près de 18% de son capital, a donné un accord de principe à l'opération et s'est dit prêt à l'examiner dans le meilleur intérêt de toutes les parties prenantes.

Santander <SAN.MC>, qui détient 8,4% du capital de San Paolo, s'est en revanche refusée à tout commentaire, se contentant d'indiquer que la cession de sa participation lui permettrait de réaliser une plusvalue de 1,2 milliard d'euros.

Santander cherchera à obtenir une prime pour se désengager, estiment les médias italiens pour lesquels la banque espagnole ne se satisfera pas d'un simple échange de titres.

"Nous pensons que la fusion Intesa-Sanpaolo ira à son terme", écrit Alessandro Roccati de Fox-Pitt, Kelton dans une note de recherche. "Il n'est pas exclu que Santander cède sa participation dans Sanpaolo", ajoute-t-il.

Santander pourrait aussi échanger sa participation contre un intérêt dans la filiale de gestion d'actifs de Sanpaolo Fideuram <FIBK.MI> où dans Eurizon, la filiale d'assurance et de gestion d'actifs de la banque

italienne, pronostiquent deux quotidiens de la Péninsule, le Corriere della Serra et Milano Finanza. Santander pourrait aussi reporter ses ambitions en Italie sur Capitalia <CPTA.MI> qui a refusé cette année les avances d'Intesa, soulignent certains analystes.

Les possibilités d'acquisition de Santander en Italie apparaissent toutefois limitées.

PREMIERE GRANDE FUSION ENTRE BANQUES ITALIENNES

"D'autres options d'acquisitions en Italie comme Capitalia <CPTA.MI> semblent incertaines car Santander pourrait être rebutée par les problèmes en termes de qualités des actifs et de management qu'elles soulèveraient", a déclaré un analyste bancaire à Madrid. "Ce n'est pas facile. Le capital de nombreuses banques est contrôlé par des fondations. La seule véritable possibilité est Capitalia... mais je n'en vois pas les dirigeants, qui viennent de l'univers de la banque d'investissement, prêts à vendre à Santander. Mais je suis sûr que Santander examinera toutes les possibilités", a déclaré un autre analyste.

L'éventualité d'une offre de Santander sur Sanpaolo pourrait aussi avoir précipité le rapprochement entre les deux banques italiennes, soulignent certains analystes.

"Il est en revanche peu probable que Santander lance une contre-offre, alors que l'opération (Sanpaolo/Intesa) semble avoir reçu l'aval des autorités italiennes", estime un analyste bancaire à Madrid qui a souhaité garder l'anonymat.

"La consolidation du secteur bancaire sera désormais avant tout nationale. Les banques étrangères feront preuve de prudence avant de se lancer ou seront laissées de côté", prévient Christopher Kummer, directeur de l'Institut sur les Fusions, acquisitions et alliances à Vienne.

"Dans cette opération particulière, les banques étrangères vont voir leur poids diminuer à proportion de leur dilution dans le capital du nouvel ensemble", ajoute-t-il.

La fusion entre Sanpaolo IMI et Intesa, qui a d'ores et déjà obtenu le soutien des autorités italiennes et des principaux actionnaires nationaux des deux groupes, sera la première grande opération de concentration bancaire entre banques italiennes depuis que Mario Draghi, favorable à la consolidation du secteur, a succédé l'an dernier au poste de gouverneur de la banque d'Italie à Antonio Fazio, partisan farouche du statu quo.

Antonio Fazio avait dû démissionner de ses fonctions à la fin 2005 après l'annonce d'une enquête sur des soupçons de délit d'initiés et d'abus de fonction. Il avait été accusé d'avoir favorisé la Banca Popolare Italiana dans sa tentative de rachat de Banca Antonveneta, également convoitée par le groupe néerlandais ABN Amro, sorti finalement vainqueur du bras de fer.

Il avait été aussi mis en cause pour avoir empêché le rachat par l'espagnole BBVA <BBVA.MC> de la Banca Nazionale del Lavoro <BANI.MI>, dont BNP Paribas <BNPP.PA> a finalement annoncé le rachat pour près de neuf milliards d'euros en février. /MJ